

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE  
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0189

16,5	NOTE
	/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

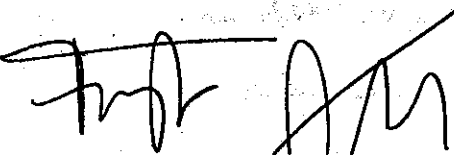
NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

3.

COMPOSITION DE droit pénal (cas pratique)

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE  
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE  
(signature)



## I) Infractions peuvent être relevées à l'encontre de D. Robert

Plusieurs infractions peuvent être relevées à l'encontre de D. Robert

### A) Les coups portés par D. Robert

Il convient de distinguer selon que les coups visent Mme Dupont ou son fils.

#### 1) Les coups portés à l'égard de M. Dupont

D. Robert a frappé plusieurs fois M. Dupont au visage. Il convient de vérifier si l'infraction volontaire est caractérisée à son égard.

L'article 222-7 du code pénal incrimine les violences volontaires

L'élément matériel est constitué par des coups portés sur autrui.

En l'espèce D. Robert a bien frappé, à plusieurs reprises M. Dupont.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

L'élément matériel est donc constitué

L'élément moral de cette infraction consiste en un dol général, à savoir l'intention de porter des coups. De plus un dol indéterminé est exigé, à l'exception de la gravité des blessures occasionnées.

En l'espèce, l'intention de porter des coups se déduit de la fréquence des coups ainsi que de leurs caractéristiques (coups de poing, gifles au visage). Le dol indéterminé n'est pas précisé en l'espèce, aucune IT ne semble caractériser.

Si l'IT est supérieur à 8 jours, la peine sera de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. Si l'IT est inférieur ou à ce seuil, la peine est contraventionnelle (5<sup>ème</sup> classe) (art. 222-12 et R 625-1 (Pénal)).

La circonstance aggravante liée au concubinage de Mme Dupont et M. Robert est caractérisée, puisqu'ils vivent ensemble de manière habituelle depuis 6 ans. Dès lors la répression sera portée à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende si l'IT est supérieur à 8 jours. S'il n'y a aucune IT, la contravention devient un délit et est punie de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende. (art. 222-12 et 222-13 (Pénal)).

2) Les coups portés au fils de Mme Dupont.

Par rapport aux violences exercées sur Mme Dupont, seule la répression diffère puisque la circonstance aggravante de concubinage n'est pas caractérisée.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

En revanche, le fils du D<sup>r</sup> Dupont est âgé de 10 ans; la circonstance aggravante de violence sur mineur de 15 ans est caractérisée de plus, ces violences sont exercées par le concubin de la mère, personne vivant habituellement avec eux.

Par conséquent les peines sont portées à 5 ans et 75000 € d'amende si aucun ITI ne l'a été mis (art 222-13 infra). Elles sont portées à 7 ans et 100 000 euros d'amende si l'ITI est supérieure à 8 jours.

### B) Les menaces proférées par D. Robert.

L'article 222-17 incrimine la menace de commettre un crime ou un délit puni dont la tentative est punissable. Les peines sont aggravées lorsqu'il y a menace de mort avec ou sans condition.

L'élément matériel consiste donc dans la menace de commettre un crime ou un délit dont la tentative est punissable, et ce de manière répétée.

En l'espèce, D. Robert a menacé M<sup>lle</sup> Dupont avec un couteau. Toutefois, puisque la tentative des délits de violence volontaires n'est pas incriminée, ce fait ne caractérise pas la menace. En revanche, il a menacé de mort si jamais elle l'expulserait. Dès lors, l'élément matériel de la menace de mort avec condition est rempli.

L'élément moral consiste en la perpétration des menaces avec la conscience de leur portée. Un tel élément se trouve prouvé en l'espèce puisque il est d'un naturel violent.

D. Robert encourt donc cinq ans et 75000 € d'amende (art 222-18).

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 1.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

C) Punition infligée au fils de Mme Dupont.

L'article 227-15 C. Pénal incrimine la mise en péril d'un mineur de 15 ans.

L'élément matériel est le fait de priver tout l'enfant d'aliment ou de soins de telle manière à compromettre sa santé, par une personne ayant autorité.

En l'espèce Pierre a 10 ans. Il a été privé de nourriture et enfermé dans un placard par le concubin de la mère qui est une personne ayant une autorité de fait sur lui.

L'intention se déduit de la volonté de M. Robert de priver l'enfant.

M. Robert avait alors 7 ans d'emprisonnement et 100 000 F d'amende.

D) La vente de téléphone portable.

Mme Dupont reproche à M. Robert de vendre des marchandises volées ce qui serait constitutif d'un vol, incriminé à l'art 321-1 C. Pénal.

L'élément matériel est le fait de détenir ou de transmettre un objet qui est le fruit d'une infraction.

En l'espèce, si le téléphone a bien été volé, l'élément matériel est constitué.

L'élément moral consiste à la connaissance de l'origine frauduleuse.

de la marchandise. En l'espèce, si les téléphones sont bien volés, M. Robert ne peut ignorer leur provenance, dans la mesure où il est en contact régulier avec ses fournisseurs.

L'infraction semble donc constituée. M. Robert encaisse jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende.

## II) Légalité des actes réalisés par l'officier de police judiciaire.

Il est nécessaire de déterminer le cadre de l'enquête avant d'apprécier la régularité de la perquisition et de la garde à vue.

### A) Détermination du cadre légal de l'enquête.

L'enquête de police peut être soit une enquête de flagrance (art 53 Code procédure pénale) soit une enquête préliminaire. Il y a enquête préliminaire dès lors que la flagrance n'est pas constituée. Dès lors, il convient d'examiner la matérialité d'une flagrance pour déterminer le cadre de l'enquête.

La flagrance est caractérisée dans 4 cas : une infraction vient de se commettre ou est en train de se commettre, la personne est poursuivie par le procureur public ou la personne est trouvée en possession d'objets laissant penser qu'elle vient de commettre une infraction ou un délit. Un critère temporel (délai de 24h

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE  
FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

environs).

En l'espèce, l'officier de police judiciaire (O.P.J.) a eu connaissance d'une infraction (violen contre le fils, mère) grâce à la plainte de la victime. Ces faits se sont déroulés le jour même. La flagrance semble donc constituée.

B) Appréciation de la légalité de l'intervention de l'O.P.J.

L'O.P.J. s'est rendu immédiatement au domicile de M. Dupont, a pénétré de force dans l'appartement et a fouillé la pièce.

Les visites domiciliaires peuvent s'effectuer par la contrainte dans la queue de flagrance. Par conséquent il pouvait faire ouvrir la porte sans demander l'autorisation de quiconque. Il en va de même pour la fouille de l'appartement.

C) Appréciation de la légalité de la garde à vue.

L'article 63 du code de procédure pénale permet à l'O.P.J. de placer, pour les besoins de l'enquête, pour une durée initiale de 24 h, toute personne contre laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis une infraction.

Dès le début de la garde à vue, la personne placée à vue doit se

voire notifier ses droits. Le procureur doit être avisé de la situation, dès le début de la garde à vue.

En l'espèce M. Robert a été arrêté au domicile de M<sup>me</sup> Dupont, la notice lui a été lue à ce moment.

Par conséquent, la garde à vue a commencé dès ce moment, puisque M. Robert s'est tenu, sans la contrainte, à la disposition des forces de police sin 6/12/2000

Seules des circonstances insurmontables peuvent retarder la notification des droits et l'information du procureur.

En l'espèce le C.P.S. a notifié sa garde à vue à M. Robert au retour au commissariat. Si l'on considère que la notification pouvait se faire dès l'interpellation, alors la notification est tardive. Faisant nécessairement grief, la durée de garde à vue sera annulée ainsi que les actes subséquents.

La garde à vue est d'autant plus susceptible d'être annulée, que le procureur a été averti tardivement. Là aussi, la jurisprudence pose une présomption de grief. car le magistrat n'a pas été en mesure de contrôler la durée de garde à vue.

Néanmoins, il semble que la garde à vue irrégulière, doit être annulée. Tous les actes subséquents, c'est à dire reposant nécessairement sur l'acte annulé, le seront aussi.



Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

### III) Les suites judiciaires des actes commis par N. Robert.

N. Robert a commis une succession d'infractions constituant des délits. Le tribunal correctionnel est donc compétent.

Suite à sa garde à vue, il sera présenté au procureur de la République, qui, en fonction des éléments dont il dispose orientera le dossier :

- S'il dispose pas assez d'éléments, il pourra demander un supplément d'enquête, l'enquête de flagrance pouvant durer 8 jours, voire 16 s'il la prolonge. Une instruction est aussi possible par le biais d'un réquisitoire introductif mais peu probable en l'espèce, sauf pour l'infraction de recel éventuellement.

- S'il dispose d'assez d'éléments de preuve le Procureur peut alors, à sa discrétion, proposer une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité à N. Robert. Le faire comparaître sur le champ devant le tribunal correctionnel, ou le faire comparaître à la prochaine audience de ce tribunal en le convoquant par citation directe (par O.P.J.).

La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité suppose que N. Robert soit poursuivi pour des infractions punies d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 5 ans. De plus N. Robert doit donner son assentiment à la peine proposée par le procureur, en présence de son avocat, et après avoir reconnu les faits.

Enfin un juge du siège devra homologuer la peine proposée. (art 495-73 CPP)

Le procureur pourra choisir la comparution immédiate (art 395) ce qui lui permet de traiter l'affaire en tant réel. Si la réunion du tribunal est impossible, alors le procureur pourra demander son placement en détention provisoire au Juge des libertés et de la détention pour une durée maximale de 3 jours ouvrables.

Cette procédure n'est possible que si le prévenu encourt 6 ans d'emprisonnement puisqu'il ~~ne~~ s'agit de délit flagrant. Le minimum requis est de 2 ans lorsqu'il n'y a pas de flagrance. (art 395).

Enfin le procureur peut procéder par le procédé de droit commun c'est à dire par le biais d'une convocation indiquant le jour, le lieu ainsi que les faits reprochés et les infractions visées.

Une fois saisi, le tribunal statuera sur la culpabilité et prononcera une peine après un débat contradictoire.

Des infractions commises par N. Robert l'ont été en concours réel. C'est à dire qu'il s'agit d'une succession d'infractions qui ne sont pas séparées par un jugement définitif.

Par conséquent, il y aura autant de déclarations de culpabilité que d'infractions différentes. En revanche, les peines seront prononcées par la juridiction, dans la limite du maximum le plus élevé pour chaque catégorie de peine.

Ainsi son emprisonnement ne pourra excéder 7 ans et l'amende 100 000 € (Art 132-2 C.P.)